

Nicolas Sarkozy ou l'escroquerie des frontières

Le Nouvel Observateur, 30 avril 2012

LE PLUS. En quelques mois, le président de la République a modifié son discours concernant l'Europe. Germanophile à l'automne 2011, il martèle désormais un discours qui insiste sur le rôle des frontières. Le président sortant devrait s'interroger sur le rôle primordial de l'Union européenne s'il entend obtenir un second mandat, selon Sylvie Goulard, députée européenne (MoDem).

Il y a quelques semaines (quelques siècles?) Nicolas Sarkozy ne jurait que par l'Allemagne. S'il n'est plus guère question de ce pays dans ses propos, nous savons désormais que ses références sont en effet allemandes et qu'elles remontent au début du XIXe siècle : c'est Johann Gottlieb Fichte et son "Etat commercial fermé", son "discours à la nation allemande" recroquevillée sur elle-même.

De la part d'un Président français, cette approche est douteuse. D'abord à cause de l'Histoire : Fichte a nourri une conception de la nation qui a exacerbé les conflits. On peut toujours jouer sur les mots, se réclamer de la nation et rejeter le nationalisme, sur ce chemin là, la pente est rapide, elle entraîne souvent plus loin qu'on ne le voudrait. La radicalisation du discours de Nicolas Sarkozy en donne la meilleure preuve. De ses serments pro européens de 2007 à son outrance sur les frontières, bien des degrés ont été descendus.

Ensuite, au nom du présent et de l'avenir: le monde de 2012 n'est plus celui de l'époque napoléonienne. Faire miroiter aux électeurs la protection de frontières étanches est une escroquerie: les marchés financiers sont mondiaux, les capitaux circulent librement. Internet offre un accès ouvert à une masse d'informations non contrôlées.

Face à ces évolutions, les frontières "ligne Maginot" ne peuvent rien. Si nous créons seuls une taxe sur les transactions financières, elle ne rapportera rien car les transactions se déplaceront à Londres ou Singapour. Est-ce une raison d'y renoncer? Non, mais une incitation à prendre la décision à un niveau où elle aura un sens : au moins européen, un jour global. Si nous voulons traquer seuls des pédophiles ou des terroristes sur Internet, ils se délocaliseront. Est-ce une raison pour les laisser agir en toute impunité? Non, mais une incitation à concevoir d'urgence une autre forme d'exercice de la puissance publique, au-delà du cadre national, devenu trop étroit.

Si Nicolas Sarkozy aime tant l'Allemagne, il devrait lire Kant ou, pour rester dans notre temps, Habermas.

Il devrait s'intéresser aux réflexions poussées qui existent dans ce pays sur la transformation de la démocratie, la nécessité de faire émerger un ordre politique mondial et le rôle primordial que l'Union européenne peut jouer dans ce processus. Avec la globalisation, "la politique est une" écrit Habermas, elle ne relève plus d'Etats décidant séparément ou de manière coordonnée.

Espérons que Nicolas Sarkozy aura bientôt du temps pour se plonger dans ces auteurs dont la lecture requiert quelques efforts de concentration et une certaine tranquillité d'esprit.